



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GÉNÉRALE

DP/CCF/MAR/1
3 juillet 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Troisième session ordinaire de 1997
New York, 15-19 septembre 1997
Point 6 de l'ordre du jour provisoire
PNUD

PNUD : CADRES DE COOPÉRATION DE PAYS ET QUESTIONS CONNEXES

PREMIER CADRE DE COOPÉRATION AVEC MAURICE (1997-1999)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 2	2
I. SITUATION DU DEVELOPPEMENT ENVISAGEE SOUS L'ANGLE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE	3 - 10	2
II. RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE	11 - 17	4
III. STRATEGIE ET DOMAINES THEMATIQUES PROPOSES	18 - 27	6
IV. ARRANGEMENTS DE GESTION	28 - 33	9
<u>Annexe.</u> Objectifs de mobilisation des ressources Maurice (1997-1999)		11

INTRODUCTION

1. Le premier cadre de coopération avec Maurice marque l'aboutissement des négociations entre le Représentant résident et le gouvernement ainsi que d'une série de discussions avec les représentants des institutions spécialisées des Nations Unies qui opèrent à Maurice et d'autres partenaires du développement.

2. Du point de vue du gouvernement, ce cadre de coopération représente le moyen d'utiliser le plus efficacement possible les ressources du PNUD à l'appui des efforts qu'il déploie pour promouvoir le développement durable.

I. LA SITUATION DU DEVELOPPEMENT DU PAYS ENVISAGEE SOUS L'ANGLE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

3. Maurice a enregistré une expansion économique rapide ces dernières années. Il a été accompli des progrès économiques et sociaux qui se sont traduits par une situation proche du plein emploi, une élévation des revenus et une amélioration des conditions de vie. Les politiques de développement économique poursuivies depuis l'indépendance ont réussi aussi à réduire la pauvreté : le coefficient de Gini de 0,38 constaté en 1992 reflète la répartition passablement équitable des fruits de l'expansion passée. Maurice a atteint un indice de développement humain de 0,825, et vient donc au 54e rang dans le Rapport sur le développement humain de 1996. L'expansion économique est allée de pair avec des transformations structurelles majeures. Maurice est passé d'un pays à monoculture, le sucre, à une économie plus vaste, plus productive et plus diversifiée où dominent les secteurs secondaire et tertiaire. Le revenu par habitant est passé de 700 dollars en 1975 à 3 400 dollars en 1995.

4. Ce succès est essentiellement imputable à la stabilité politique, à la mise en oeuvre systématique de politiques orientées vers l'exportation, à une bonne gestion de l'économie, au traitement préférentiel dont jouit le pays dans l'Union européenne conformément à la Convention de Lomé, à des termes de l'échange favorables, à des salaires modérés, à un ensemble bien conçu d'incitations fiscales et à des affinités avec de multiples cultures qui favorisent la création de co-entreprises avec des investisseurs étrangers.

5. En dépit de ces réalisations, des faiblesses subsistent dans les structures sociales. Les domaines dans lesquels le gouvernement et la société civile s'accordent à reconnaître qu'une action prioritaire s'impose sont notamment les suivants : a) modernisation du système d'éducation pour faire en sorte que tous les Mauriciens soient prêts à participer à une économie mondiale en mutation rapide; b) élimination des déséquilibres entre l'offre et la demande de services de formation professionnelle; c) amélioration de la qualité des services de santé; d) création d'un nombre accru de logements abordables; e) développement des services de garderies d'enfants à la mesure de la proportion croissante de femmes qui sont actives; f) élimination du "plafond de verre" qui empêche les cadres féminins de participer pleinement aux processus de prise de décisions; g) rétablissement des valeurs familiales traditionnelles et prévention du risque d'exclusion sociale et de marginalisation des personnes âgées, spécialement dans le cas des ménages dirigés par des femmes et des invalides; h) lutte contre la pauvreté; i) élimination de comportements sociaux comme la toxicomanie et l'alcoolisme; et j) consolidation de l'assise financière des systèmes de sécurité sociale et de pensions en période de vieillissement de la population.

/...

6. Selon les estimations de la Banque mondiale, 10 % environ de la population avait en 1992 des revenus inférieurs à 2 168 roupies (environ 110 dollars). La pauvreté de moyens est plus répandue que la pauvreté pécuniaire proprement dite. Dans le Rapport sur le développement humain de 1996, Maurice vient au 28e rang, parmi un groupe de 101 pays en développement, pour ce qui est de l'indice de développement des capacités, mais au 6e rang pour ce qui est du produit intérieur brut (PIB) réel par habitant. Si l'on analyse l'indicateur de la pauvreté de moyens, l'on constate que le taux d'analphabétisme demeure relativement élevé chez les femmes, qu'il subsiste des naissances non assistées par du personnel spécialisé et qu'un nombre significatif d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale. Ces résultats sont dus à l'insuffisance des services d'éducation et de formation professionnelle ainsi que des soins prénatals, néonataux et post-natals, jointe au fait que les femmes qui travaillent ne peuvent pas obtenir de congés pour consulter leurs médecins. Les filets de sécurité ne sont pas ciblés et ne sont pas différenciés en fonction des revenus (par exemple, le subventionnement de la farine et du riz est général, tous ont droit au même type de pensions, etc.).

7. Simultanément, Maurice devra résoudre au cours des quelques prochaines années le problème dû au fait que si les succès remportés sont fragiles, la population aspire très largement à avoir à l'avenir une part équitable des bienfaits d'un développement qui reste très vulnérable. Dans ce contexte, la principale difficulté est le fait que le développement des capacités est en retard par rapport au développement économique. S'il a été possible, dans le passé, de favoriser l'expansion économique et la prospérité en produisant du sucre et des textiles avec une main-d'oeuvre peu qualifiée et bon marché, l'évolution actuelle de l'économie internationale risque fort de transformer cette pauvreté de moyens en une pauvreté pure et simple. La mécanisation progressive dans le secteur du sucre, par exemple, risque de libérer dans ce secteur un surcroît de main-d'oeuvre non qualifiée, tandis que la libéralisation du commerce mondial et l'érosion du traitement préférentiel dont bénéficient les exportations de textiles de Maurice, en même temps que les salaires commencent à dépasser nettement ceux qui sont payés dans d'autres pays producteurs, exposent Maurice au risque d'un chômage croissant.

8. La conjugaison de différents facteurs et circonstances économiques aussi bien internes qu'externes fait planer sur les perspectives d'expansion future de Maurice des incertitudes qui pourraient compromettre l'équilibre social et environnemental. Ces facteurs sont notamment les suivants : a) les perspectives de débouchés des principales exportations de Maurice sont de plus en plus imprévisibles depuis la conclusion de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et l'apparition de différents groupements commerciaux régionaux; b) les salaires ont atteint un niveau qui interdira toute expansion nouvelle si la productivité n'est pas améliorée; c) les méthodes de production ne sont pas suffisamment avancées sur les plans scientifique et technique pour permettre au pays de soutenir une concurrence plus intense sur les marchés mondiaux; d) la qualité de l'environnement de Maurice est menacée par l'expansion du secteur industriel, ce qui risque de réduire les attraits touristiques du pays; e) la solidarité nationale est affaiblie par le contact avec les cultures de l'extérieur; et f) aussi bien l'épargne que l'investissement intérieurs sont en baisse.

9. Pour entretenir l'élan acquis par l'expansion et relever ces défis, le gouvernement a élaboré des politiques et des priorités qui mettent l'accent sur le développement durable et qui tendent à mettre en valeur les ressources humaines et à moderniser l'infrastructure économique. Une importance primordiale est accordée aux aspects sociaux et environnementaux de la croissance, et particulièrement à la nécessité d'atténuer les tensions sociales suscitées par un développement économique rapide, ainsi que de protéger efficacement et économiquement l'environnement. La stratégie mise au point par le gouvernement pour empêcher que la pauvreté ne réapparaisse à plus grande échelle a pour but : a) de renforcer la gouvernance afin de mettre en place des cadres réglementaires, législatifs et macro-économiques rationnels; b) de créer de nouveaux pôles de croissance dans les secteurs secondaire et tertiaire; c) d'améliorer l'éducation formelle et de reconverter les travailleurs en surnombre licenciés dans les secteurs où la main-d'oeuvre est excédentaire; et d) d'améliorer la prestation des services de santé et des services sociaux.

10. Par ailleurs, afin de mettre le pays mieux à même de soutenir la concurrence internationale, Maurice s'emploie activement à promouvoir l'intégration économique régionale, comme en témoigne son adhésion récente à la Communauté de développement de l'Afrique australe. Maurice joue aussi un rôle de premier plan au sein de l'Association de coopération régionale du bassin de l'océan Indien (IOC-ARC) ainsi que du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

II. RESULTATS ET ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA COOPERATION PASSEE

11. Le cinquième programme du PNUD pour Maurice a permis de parvenir à des résultats stratégiques du point de vue du développement humain durable. En matière de gestion du développement, des études prospectives nationales à long terme ont été menées à bien avec un financement conjoint du gouvernement et du PNUD. Ces études ont abouti à l'élaboration du document intitulé "Vision 2020", qui expose les options qui s'offriront sur les plans politique, économique et social à la prochaine génération. En outre, il a été formulé une politique de gestion des biens du domaine public qui a amélioré l'efficacité et l'efficacité du secteur public tout en permettant à l'Etat d'économiser des ressources.

12. Dans le secteur social, le plan d'action pour le secteur de la santé, qui vise à améliorer l'efficacité et la rentabilité du système national de prestation des services de santé, a été élaboré par le gouvernement avec un financement du PNUD, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de la Banque mondiale. Il a été convoqué une réunion consultative des donateurs à l'occasion de laquelle il a été annoncé pour 49 millions de dollars de contributions pour la mise en oeuvre du plan directeur pour le secteur de l'éducation; cet effort de mobilisation des ressources a été appuyé par le PNUD en collaboration avec la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Le PNUD continuera par conséquent d'appuyer un programme tendant à améliorer les compétences, dans les domaines aussi bien de la gestion que de la pédagogie du Ministère de l'éducation, de la science et de la technologie.

13. Dans le secteur de l'environnement, le PNUD a, sous l'égide du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), aidé à la régénération d'un secteur déboisé de forêts originelles où vivent deux espèces d'oiseaux menacées d'extinction, le

/...

perroquet écho, dont il ne subsiste que 18 spécimens connus et le pigeon rose, dont ne survivent que 150 spécimens.

14. Pour promouvoir la création de moyens de subsistance durables, le gouvernement, en collaboration avec le Bureau international du Travail (BIT) et le PNUD, s'est employé à renforcer les structures d'éducation des travailleurs et améliorer les relations avec ses partenaires sociaux pour permettre aux travailleurs de participer plus activement au dialogue mené à la recherche d'un consensus socio-économique. En outre, une dizaine de petites ou moyennes entreprises du secteur de l'habillement ont amélioré leur productivité de 100 à 200 % grâce à l'introduction de meilleures techniques d'organisation et de production dans le cadre d'un projet que le PNUD et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ont mené à bien en 1994.

15. S'agissant de l'intégration des femmes au développement, il a été élaboré avec une coopération du PNUD, de l'ONUDI et du BIT une stratégie de promotion de l'entrepreneuriat féminin dont la mise en oeuvre est appuyée par le PNUD et l'ONUDI, en collaboration avec le secteur privé et le Ministère de la condition féminine. Ce projet a créé un environnement propice à l'intégration des femmes au développement, et le PNUD a aidé le Ministère de la condition féminine, de la protection sociale et du développement de l'enfant à élaborer un Livre blanc à ce sujet.

16. Lors de la préparation du cinquième programme, le gouvernement et le PNUD sont convenus non seulement d'avoir recours à la modalité de l'exécution nationale et d'appliquer l'approche-programme, mais aussi de veiller à ce que l'assistance du PNUD ait un rôle de catalyseur et à ce que le financement du PNUD soit utilisé comme capitaux de départ pour mettre en route des études et des projets et des programmes novateurs et pour promouvoir le transfert de technologies. Cependant, ce concept de capitaux de départ n'a guère donné de résultats car les organismes bilatéraux et multilatéraux de financement tiennent à ce que les études ou évaluations préparatoires sur les points qui les intéressent soient réalisées sous leur égide. Il y a par conséquent eu des chevauchements d'efforts dans tous les cas où une première étude avait été réalisée avec un financement du PNUD. Aussi le gouvernement est-il convenu que, dès les premiers stades du programme suivant, les capitaux de départ fournis par le PNUD serviraient à réaliser des analyses de caractère plus général.

17. L'impact du cinquième programme peut néanmoins être considéré comme satisfaisant dans la perspective immédiate et pragmatique des projets réalisés au niveau des sous-secteurs. C'est ce que confirme d'ailleurs les indicateurs envisagés dans le cinquième programme pour évaluer le résultat des activités. Il ressort d'une évaluation approfondie que la réalisation du programme demeure néanmoins quelque peu dispersée entre différents acteurs, et que tel est aussi le cas, dans une perspective à plus long terme, des différentes activités. Cela est moins vrai pour les ressources fournies au titre du chiffre indicatif de planification (CIP), qui sont gérées conjointement par le gouvernement et le PNUD au plan local, que pour les autres ressources du PNUD, comme celles fournies au titre des services d'appui technique, du FEM, du Protocole de Montréal, etc. Il importe néanmoins de mentionner que cette dispersion apparente est simplement due à l'échelle du programme réalisé par le PNUD dans le pays en comparaison de celle, beaucoup plus vaste, du programme du gouvernement, les sources décaissées par le PNUD au titre du CIP n'ayant

représenté en 1995, par exemple, que 0,1 % des dépenses publiques. Cela étant, les ressources du PNUD, même si elles étaient concentrées sur un seul secteur, n'y auraient pas d'impact appréciable. Au contraire, une telle approche priverait Maurice de la richesse et de la diversité des connaissances accumulées par le système des Nations Unies, et l'action du PNUD perdrait par conséquent sans doute toute son utilité.

III. STRATEGIE ET DOMAINES THEMATIQUES PROPOSES

18. Le niveau de développement élevé atteint par Maurice, le caractère limité des montants cibles pour l'allocation de ressources de base (MCARB) et le fait que Maurice est un petit Etat insulaire où vit une population composée de plusieurs communautés ethniques, exigent l'adoption, pour la coopération du PNUD, d'une approche stratégique spéciale différente des modèles traditionnels de coopération technique. Maurice est aujourd'hui parvenu à un niveau de développement tel que le moment est maintenant venu pour le gouvernement de concevoir et de réaliser des programmes prioritaires faisant appel aux compétences locales ainsi que de mobiliser lui-même le financement nécessaire, soit de sources nationales, soit au moyen d'emprunts sur les marchés des capitaux internationaux. Cela étant, il n'est ni nécessaire, ni souhaitable, que le PNUD finance des projets ou des programmes sectoriels ayant des objectifs étroitement ciblés. Lors de l'examen conjoint avec le gouvernement du cinquième programme, il a été déterminé que, sur le plan concret des activités de développement, les avantages comparatifs du PNUD, par rapport aux capacités nationales et à celles des autres donateurs, résident dans sa capacité de mobiliser des avis et une assistance hautement spécialisée et neutre par l'entremise du système des Nations Unies et/ou de la coopération technique entre pays en développement au niveau de la formulation des stratégies et des politiques. Aussi est-il proposé que la coopération du PNUD revête la forme d'un "programme horizontal" pour aider le gouvernement à élaborer des politiques et des stratégies nationales dans les secteurs où les capacités nationales sont insuffisantes ou inexistantes afin de tirer davantage parti des ressources humaines du pays et de promouvoir ainsi le développement humain durable à Maurice.

19. La coopération du PNUD revêtira la forme de services de consultants spécifiques de courte durée et de services de formation hautement spécialisée pour les décideurs, notamment pour des représentants du gouvernement, du secteur privé, des organisations non gouvernementales (ONG) et des autres organisations de la société civile. Ces interventions tendront principalement à élaborer des politiques et des stratégies sectorielles et intersectorielles pour veiller à ce que l'expansion économique que rendra possible le maintien de la compétitivité du pays sur les marchés internationaux se traduise par un développement humain durable, c'est-à-dire une amélioration du bien-être et un élargissement de la gamme de choix pour l'ensemble de la société. Comme indiqué ci-dessus, il demeure nécessaire d'évaluer et d'analyser constamment les incidences que peut avoir l'évolution de la situation de l'offre et de la demande sur les marchés internationaux sur les points forts et les points faibles, existants ou prévisibles, de l'économie nationale et sur le capital de ressources humaines dont celle-ci a tiré sa force et aux besoins duquel elle doit répondre. Aussi faudra-t-il renforcer les capacités du pays d'élaborer et d'introduire les mesures appropriées et novatrices qui s'imposent. Cette stratégie est inspirée du concept de développement humain durable et il faudra pour cela s'employer à

/...

dégager un consensus autour des politiques à élaborer à cette fin, ce qui est précisément le but recherché par le PNUD.

20. Le document auquel ont abouti les études prospectives nationales à long terme, "Vision 2020", définit dans leurs grandes lignes les orientations que devrait suivre le développement de Maurice au cours des 25 prochaines années si l'on veut que les aspirations de la population puissent être satisfaites. Le défi consistera désormais à concrétiser les stratégies esquissées dans ces études prospectives nationales à long terme. Leur mise en oeuvre exigera un gros effort d'analyse de la part des décideurs. Si les capacités nécessaires existent dans plusieurs secteurs, les capacités de formulation de stratégies intersectorielles et de mise au point de plans pour des secteurs spécifiques de l'économie devront être renforcées grâce à la fourniture de services d'éducation et de formation et, dans une mesure limitée, de services d'experts.

21. Certains des domaines prioritaires visés par les projets du cycle précédent, comme l'intégration des femmes au développement et la protection de l'environnement, demeurent des aspects importants du nouveau programme et de la coopération que le PNUD apportera à Maurice. Toutefois, le programme tendra principalement à mettre en valeur les ressources humaines afin de renforcer les capacités de gouvernance et de réduction de la pauvreté du gouvernement, du secteur privé et de la société civile. Les études prospectives nationales à long terme et différents autres documents directifs, ainsi que le dialogue continu entre le PNUD et le gouvernement, le secteur privé, les ONG et les autres organisations de la société civile, ont permis d'identifier un certain nombre de domaines dans lesquels les capacités devront être renforcées et appuyées. Ces domaines sont notamment les suivants :

a) la rationalisation des cadres réglementaires en vue de faciliter :

- i) la création de nouvelles entreprises productives et l'exploitation des possibilités économiques, ii) un meilleur fonctionnement du système judiciaire, iii) la décentralisation de l'administration publique, iv) la réduction du rôle de l'Etat dans l'activité économique, et v) la protection de biodiversité et la conservation de l'environnement terrestre, marin et côtier;

b) la réforme des systèmes d'éducation et de formation;

c) l'amélioration du bien-être et le renforcement des services de santé;
et

d) l'égalité des chances pour tous, hommes et femmes, et l'habilitation de la société civile, grâce au renforcement des capacités d'analyse et de mise en oeuvre des politiques, en vue de promouvoir l'intégration des femmes au développement, l'élimination de la pauvreté, la protection de l'environnement et la création de moyens de subsistance durables.

22. Les ressources de base du PNUD serviront aussi à maximiser l'effet de synergie et à faciliter l'intervention d'autres donateurs dans les domaines susmentionnés. Les autres fonds administrés par le PNUD, ainsi que les apports du système des Nations Unies, continueront d'être utilisés de façon complémentaire dans une optique davantage orientée vers les projets, et tel sera notamment le cas des ressources du FEM, de Capacités 21, du Protocole de

Montréal, du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et des fonds d'affectation spéciale des institutions spécialisées.

23. L'on s'attachera aussi à maximiser l'effet de synergie en favorisant la convergence naturelle entre les orientations stratégiques et l'objectif suggéré par les études prospectives nationales à long terme et les autres documents directifs locaux, d'une part, et le Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement qui a été approuvé lors de la conférence mondiale qui a eu lieu à ce sujet à la Barbade en 1994. Certaines des mesures proposées dans le cadre de ce programme d'action constitueront un aspect central des efforts de renforcement des capacités qui seront déployés au moyen des ressources de base du PNUD dans des domaines comme la mise en valeur des ressources humaines, le renforcement des institutions et des capacités administratives nationales et la promotion du tourisme.

24. Dans les autres domaines, on s'emploiera à mobiliser des ressources du FEM, d'Action 21 et des autres fonds disponibles au titre des mécanismes concernant les changements climatiques et l'élévation du niveau de la mer, l'environnement côtier et marin et la biodiversité.

25. En ce qui concerne les ressources en eau, le PNUD collabore étroitement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour assurer un approvisionnement régulier en eau à Rodrigues, et d'autres donateurs fournissent également, dans le cadre de leurs programmes ordinaires, un appui à d'autres activités entreprises dans le cadre du Programme d'action. C'est ainsi, par exemple, que des programmes sont réalisés par : a) l'Union européenne dans le domaine de la gestion des déchets; b) la Banque mondiale et la Caisse française de développement dans les domaines des ressources énergétiques ainsi que des transports et des communications; et c) par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement dans le domaine de la science et de la technologie. Le PNUD collabore étroitement avec la Commission de l'océan Indien, et l'on s'emploiera à mobiliser des fonds régionaux pour renforcer et appuyer cette organisation. La coopération du PNUD tendra également à renforcer les capacités dans d'autres domaines de la coopération régionale et interrégionale. Le gouvernement et ses partenaires de développement considèrent que la coopération régionale est la stratégie qui, par excellence, permet d'accroître les courants d'échanges et d'investissements, en particulier avec les pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe, du Marché commun de l'Afrique orientale et australe et de l'Association de coopération régionale du bassin de l'océan Indien. La CTPD jouera un rôle de plus en plus important, Maurice ayant été sélectionné comme "pays pivot" dans la région de l'Afrique.

26. La participation de Maurice aux programmes régionaux du PNUD sera une occasion de resserrer la collaboration une fois qu'il aura été élaboré des programmes régionaux concrets de renforcement des capacités en matière de gestion du développement d'amélioration de la gouvernance, de développement du secteur privé et d'intégration sur les plans commercial et économique. Maurice souhaite participer pleinement à tous les programmes régionaux qui seront conformes à ses objectifs nationaux et qui correspondront au niveau de développement atteint par le pays. Les Etudes prospectives nationales à long terme étant achevées, il importera tout particulièrement d'élaborer des stratégies pour institutionnaliser ce processus et déterminer périodiquement si

les politiques et objectifs énoncés dans ces études conservent leur pertinence et pour les réviser et les ajuster si besoin est, ainsi que pour suivre les progrès réalisés dans cette voie.

27. Le premier cadre de coopération du PNUD avec Maurice (1997-1999) devrait contribuer de manière positive aux efforts déployés par le gouvernement pour éliminer la pauvreté, maintenir durables les niveaux élevés de croissance économique qui ont été atteints et assurer un partage équitable des fruits de l'expansion d'ici à 2020. Il faudra en particulier, à cette fin, élaborer au moment opportun des stratégies sectorielles et intersectorielles de développement humain durable reposant sur un large consensus; veiller à ce que les secteurs productifs puissent disposer de compétences et d'une main-d'oeuvre de qualité et se développer dans un environnement propice; et assurer une plus large participation au bien-être social et aux processus de prise de décisions. L'indicateur de référence, à cet égard, sera la mesure dans laquelle l'on a pu réduire l'écart de 22 points qui sépare l'indicateur de développement des capacités de Maurice (28e rang en 1996) et le PIB réel par habitant (6e rang en 1996) lors de l'évaluation des indices de développement humain qui sera faite en l'an 2000, telle qu'elle sera reflétée dans le Rapport sur le développement humain publié chaque année par le PNUD.

IV. ARRANGEMENTS DE GESTION

28. Les ressources du PNUD seront utilisées pour obtenir des services d'appui et des services consultatifs du système des Nations Unies ou d'experts, d'instituts de recherche et de formation et de bureaux d'études du secteur privé locaux. Le matériel, la formation de longue durée à l'étranger et, le cas échéant, les services d'experts internationaux seront financés au titre de la participation aux coûts et d'arrangements de cofinancement ou de fonds d'affectation spéciale institués avec le gouvernement ou d'autres donateurs. A Maurice, l'exécution nationale doit devenir la seule modalité de réalisation des programmes financés au moyen des ressources de base de PNUD, en étroite association avec les institutions spécialisées des Nations Unies. Cette stratégie d'utilisation des fonds permettra de maximiser l'impact de ressources qui sont limitées.

29. L'application d'une approche participative et volontariste permettra aux représentants du gouvernement de prendre part aux activités d'analyse et d'orientation des politiques générales et de faire participer tous les partenaires intéressés à la réalisation et au suivi des programmes et des projets. A cette fin, l'on sous-traitera localement les activités, à la suite de procédures d'appels d'offres appropriées, à des institutions et associations mauriciennes. Les universités, instituts de formation, organisations communautaires de services et bureaux d'études nationaux ont des compétences pouvant utilement être mises à profit dans différents domaines. Les consultants individuels ont également à offrir une masse considérable de connaissances. En permettant à ces entités et experts de participer davantage aux activités, l'on pourra contribuer à intégrer les connaissances mauriciennes à la culture régionale et interrégionale, ce qui ne manquera pas d'avoir des effets bénéfiques à long terme pour le pays.

30. Il existe des mécanismes nationaux pour mettre en oeuvre le cadre de coopération du PNUD, mais les liens organiques entre les institutions sont ténus

/...

et doivent être considérablement renforcés. Le programme réalisé avec l'appui du PNUD tendra à remédier à ces faiblesses en fournissant des services très précisément ciblés pour créer des réseaux de systèmes et former des ressources humaines, et il sera établi notamment un comité directeur du programme de lutte contre la pauvreté pour assurer un processus continu de suivi et d'informations en retour et de veiller au bon fonctionnement du mécanisme de coordination, qui revêt une importance capitale.

31. Le bureau du PNUD dans le pays a adopté des mesures pour renforcer ses capacités d'analyse et pour contribuer au dialogue sur les aspects de fond du développement. Ces mesures ont pour objet de faciliter l'interaction au niveau des politiques générales et de resserrer les partenariats instaurés dans les domaines d'intérêt national pour permettre à Maurice d'avoir plus facilement accès à la neutralité et à l'universalité du système des Nations Unies. Ces mesures permettront également au système des Nations Unies de diffuser plus facilement dans les autres régions du monde les enseignements à tirer de l'expérience mauricienne.

32. Conformément au consensus qui s'est dégagé lors de l'examen à mi-parcours du cinquième programme et afin que la charge de travail représentée par l'administration et le suivi des futurs programmes de coopération demeure dans les limites des apports fournis par le PNUD, l'application au moyen des ressources de base d'une approche-programme unique regroupant toutes les activités de développement humain durable réalisées au moyen d'un cofinancement ou d'une participation aux coûts est considérée comme se prêtant le mieux à un examen formel lors de l'évaluation à mi-parcours du programme et des réunions ordinaires du Comité directeur. Des indicateurs de référence seront élaborés et incorporés au programme pour le suivi des activités.

33. Le PNUD s'emploie depuis plusieurs années à mobiliser des ressources en collaboration avec le Gouvernement de Maurice, pays pour lequel il n'est organisé ni tables rondes, ni réunions consultatives. C'est donc dans le cadre de co-entreprises que des ressources ont été mobilisées, par exemple pour le programme de gestion de l'environnement (les annonces de contributions ont atteint 90 millions de dollars) et le plan directeur pour le secteur de l'éducation (49 millions de dollars de contributions). Cette collaboration sera poursuivie et élargie, et un accent plus marqué sera désormais mis sur la problématique hommes-femmes, la rationalisation du cadre réglementaire et la gouvernance. L'on s'attache actuellement à élaborer une nouvelle stratégie de mobilisation des ressources dans le cadre de laquelle l'on étudiera la possibilité d'avoir recours à une participation aux coûts du gouvernement (par exemple en cas d'urgence) sans compromettre les efforts de renforcement des capacités nationales, ainsi qu'à une participation aux coûts de tierces parties lorsque la nécessité de respecter l'équilibre entre les divers membres d'une organisation régionale empêcherait l'un d'entre eux de jouer un rôle prééminent, la neutralité du PNUD étant à cet égard une garantie de maintien de l'équilibre existant.

Annexe

OBJECTIFS DE MOBILISATION DES RESSOURCES POUR MAURICE
(1997-1999)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Source	Montant	Remarques
RESSOURCES DE BASE DU PNUD		
Montant estimatif du report de CIP	862	
MCARB 1.1.1	627	Affecté immédiatement au pays
MCARB 1.1.2	0 à 66,7 % du MCARB 1.1.1	Cette fourchette est présentée aux fins de planification initiale seulement. L'affectation effective dépendra de l'existence de programmes de qualité. Tout relèvement du taux maximal dépendra également de la disponibilité des ressources
MCARB 1.1.3		
AEPP/AST	49	
Total partiel	1 538 <u>a/</u>	
RESSOURCES AUTRES QUE LES RESSOURCES DE BASE DU PNUD		
Participation aux coûts du gouvernement	200	
Fonds pour le développement durable : FEM	800	
Participation aux coûts de tierces parties	350	
Autres fonds, fonds d'affectation spéciale et autres fonds pour l'élimination de la pauvreté	350	
Total partiel	1 700	
TOTAL GENERAL	3 238 <u>a/</u>	

a/ Non compris les MCARB 1.1.2 qui sont affectés au niveau régional en vue de leur emploi ultérieur au niveau des pays.

b/ Abréviations : AEPP = appui à l'élaboration des politiques et des programmes; AST = appui aux services techniques; CIP = chiffre indicatif de planification; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; MCARB = montants cibles pour l'allocation de ressources de base.
